



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°92 – Semaine du 10 mars 2025

LES CHIFFRES DE LA QUINZAINE

40 et 62

40 entreprises nordiques étaient présentes à Paris, les 10 et 11 février, pour le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle organisé par le Président de la République.

Lors de ce Sommet, outre l'Union européenne et la Commission de l'Union africaine, 62 pays - dont la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande et l'Islande - ont signé la Déclaration sur une intelligence artificielle inclusive et durable pour les peuples de la planète.

Pays nordiques

Création d'une nouvelle banque d'investissement nordique, SB1 Markets. *Swedbank*, l'un des trois principaux acteurs bancaires suédois, annonce la création d'une nouvelle banque d'investissement nordique avec son partenaire norvégien *Sparebank 1*. Cette nouvelle banque, appelée « *SB1 Markets* », sera détenue à 80% par *Sparebank 1* et à 20% par *Swedbank*.

La mobilité urbaine valorisée dans les capitales nordiques. Selon une étude réalisée par le cabinet de conseil *Oliver Wyman*, Stockholm se classe 6^{ème} en termes de mobilité urbaine, suivie par Helsinki (11^{ème}), Copenhague (13^{ème}) et Oslo (17^{ème}). Cette étude évalue la mobilité urbaine selon trois critères principaux : la mobilité durable, les transports en commun et l'adoption des technologies. Stockholm se

distingue en se plaçant 3^{ème} pour les transports en communs, tandis qu'Helsinki et Oslo occupent respectivement les 1^{ère} et 2^{ème} places pour la mobilité verte. Copenhague, quant-à-elle, se classe 4^{ème} pour la mobilité verte et les transports en commun.

14 hubs nordiques figurent parmi les 150 principaux hubs start-ups européens. Selon un classement réalisé par le *Financial Times*, *Statista* et *Sifted*, Stockholm se distingue, avec trois de ses hubs présents dans le top 50, dont *SSE Business Lab*, classé parmi les 10 premiers, en raison de son excellence dans le domaine de l'Intelligence artificielle. Le hub norvégien *6AM Accelerator* et le hub danois *DTU* figurent également parmi les 50 meilleurs hubs européens. Reykjavik occupe quant à elle la 120^{ème} place avec son hub *Klak*.

Danemark

L'économie danoise a enregistré une croissance de +3,6% du PIB en 2024 (1,8% en 2023), dont +1,6% au dernier trimestre. Un peu plus de la moitié de cette progression (55%) résulte de la croissance propre à l'industrie pharmaceutique (+30%). Cette contribution très significative est cependant moindre qu'en 2023, année où la croissance du PIB aurait été négative (-0,1%) sans le fort développement du secteur. La dépendance à l'industrie pharmaceutique continue de soulever des interrogations sur la résilience de l'économie danoise à long terme, dans un contexte où les tensions commerciales et la politique protectionniste des États-Unis pourraient peser sur les exportations danoises en 2025.

Le nombre de créations d'entreprises atteint son plus bas niveau en dix ans. En 2024, le Danemark a enregistré seulement 25 401 nouvelles entreprises, un chiffre au plus bas depuis dix ans. La chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) qualifie cette tendance d'inquiétante, considérant qu'elle reflète des perspectives économiques incertaines.

L'incertitude liée à la situation internationale plombe la confiance des consommateurs. En février, l'indicateur de confiance des consommateurs mesuré par l'Institut danois de la Statistique (*Danmarks Statistik*) a diminué de 3,2 points par rapport à janvier, atteignant son plus bas niveau depuis mai 2023. D'après les analystes de Danske Bank, cette baisse s'explique par la crainte d'un ralentissement économique, alimentée par l'incertitude entourant la politique commerciale américaine. La prudence des ménages pourrait peser sur la consommation et donc la croissance.

De nouvelles conventions collectives améliorent salaires et conditions de travail pour 412 000 employés. Elles font suite à la nouvelle convention signée dans le secteur de l'industrie le mois dernier, et s'appliquent désormais au secteur du commerce, du transport, de la finance et du bâtiment. Ces

accords, conclus dans un contexte d'incertitude économique mondiale, apportent stabilité et prévisibilité aux entreprises et aux employés pour les trois prochaines années.

Le gouvernement danois et les entreprises demandent une réduction massive de la bureaucratie européenne. Selon une enquête de la Confédération de l'Industrie Danoise (DI), 80% des entreprises considèrent la surcharge administrative comme le principal obstacle à la croissance, loin devant les tensions commerciales. En parallèle, 45% des dirigeants danois appellent à une simplification des obligations de compte-rendu en matière de durabilité (CSRD), jugées trop complexes et coûteuses. Le ministre de l'industrie, des entreprises et des affaires financières a publiquement demandé la suppression de plus de 50% des nouvelles obligations de l'UE et le report des exigences restantes à 2027. Le Danemark réclame une réduction allant jusqu'à 75% des obligations de compte-rendu, bien au-delà des 25% proposés par la Commission européenne.

L'association du secteur des pensions et des assurances (F&P), qui gère un montant d'actifs d'environ 400 Md€, a suggéré au gouvernement d'émettre des obligations pour financer les 120 Md DKK (env. 16 Md€) supplémentaires nécessaires à l'investissement danois dans l'armement dans les prochaines années. L'association voit dans cette proposition une solution transparente et un moyen d'attirer davantage d'investissements privés dans la défense. Le ministre des Finances, Nicolai Wammen, a accueilli favorablement ces suggestions, sans qu'aucune décision officielle n'ait encore été prise.

Le Conseil pour le Climat (Klimarådet) estime, pour la première fois, que le Danemark est en bonne voie pour atteindre son objectif climatique 2030 (-70% d'émissions de CO2e). Alors que

plusieurs initiatives dans le domaine de l'énergie ont été confrontées à des difficultés (échec de l'appel d'offres historique sur l'éolien offshore fin 2024, report/gel des projets d'îles énergétiques, etc.), deux facteurs ont joué favorablement au cours de l'année écoulée : la croissance des achats de voitures électriques se fait plus rapidement que prévu ; par ailleurs, l'accord sur la transition écologique de l'agriculture et la transformation du paysage danois (adopté en novembre 2024) devrait permettre de réduire les émissions du secteur agricole de 3,9 Mt de CO2 d'ici 2030. La limite basse de l'objectif fixé pour 2025 (entre -50 à -54% d'émissions) devrait être atteinte avec une probabilité forte.

La Confédération des industries danoises (*Dansk Industri - DI*) et plusieurs grandes entreprises énergétiques (*Vestas, Danfoss, European Energy, KK Wind et Norlys*) saluent la proposition de la Commission de *Clean Industrial Deal* de l'UE en vue de renforcer la compétitivité et la transition verte.

Selon DI, cette approche répond à des défis majeurs tels que les prix élevés de l'énergie, la concurrence déloyale extra-européenne et la nécessaire électrification. L'organisme a salué cette planification intégrée comme formant une véritable "stratégie de croissance", tout en soulignant qu'il était crucial que la mise en œuvre en soit rapide afin que les entreprises puissent réellement bénéficier de conditions améliorées pour leur transition verte et l'amélioration de leur compétitivité.

L'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) lance un nouveau fonds d'aides destiné à soutenir les entreprises les plus impactées par la nouvelle taxe carbone sur l'industrie, introduite progressivement entre 2025 et 2030. Ouvert le 26 février et doté d'un total de 36 M DKK (4,8 M€) en 2025, le fonds vise à subventionner les projets de réduction des émissions de CO2 des entreprises dont les émissions actuelles atteignent au moins 1500t/an et dont l'augmentation prévisionnelle de la charge fiscale représente au moins 2,3% de la valeur ajoutée brute de l'entreprise. Les domaines particulièrement ciblés sont ceux des « processus industriels généraux », le secteur minéralogique, le

raffinage du pétrole, le transport maritime et les entreprises menant des activités offshores en mer du Nord. La subvention s'élève à 500 DKK (67€) par tonne de CO2 économisée et peut couvrir 20 à 60% des coûts éligibles. Les aides sont distribuées selon le principe du « premier arrivé, premier servi ». Sur la période 2025-2030, un total d'1Md DKK (134 M€) est alloué à ce fonds.

La cybersécurité des PME danoises représente un défi majeur, 40% d'entre elles n'ayant pas un niveau de sécurité adapté aux risques auxquelles elles sont confrontées, selon une nouvelle analyse de l'Agence danoise pour la protection civile (*Styrelsen for Samfundssikkerhed*). 60% d'entre elles risqueraient la paralysie de leurs systèmes en cas de cyberattaque. Le ministre de la résilience et de la protection civile, et des acteurs du secteur comme *Dansk Industri*, appellent à une amélioration urgente du niveau de préparation afin de protéger tant les entreprises que l'économie nationale.

Les entreprises danoises sont celles qui, en Europe, intègrent le plus l'intelligence artificielle dans leur fonctionnement, avec 28% des entreprises de 10 employés ou plus y ayant recours en 2024, contre seulement 14% en moyenne européenne. Le rapport annuel sur le développement numérique du Danemark établi par le ministère de la numérisation met en évidence une croissance rapide de l'utilisation de l'IA, notamment pour l'analyse de textes. Malgré ces progrès, le rapport souligne les défis existants, parmi lesquels le rythme plus lent d'adaptation des procédés parmi les petites entreprises et un manque de spécialistes en informatique.

La société de télécommunications Tusass, qui gère le monopole de la fourniture de services internet et téléphonie au Groenland, envisagerait un accord avec Starlink pour améliorer la couverture Internet sur l'ensemble de l'île. Le territoire est actuellement relié par deux câbles sous-marins en provenance d'Islande et du Canada. Ce partenariat potentiel avec la société d'Elon Musk viserait à connecter les zones les plus reculées et isolées du territoire.

Finlande

La conjoncture économique se dégrade.

Selon le centre national des statistiques, la croissance a été négative de 0,2% au 4^{ème} trimestre 2024, et du même niveau pour l'ensemble de l'année 2024. Au 4^{ème} trimestre, l'investissement privé a reculé de 0,7%, la consommation privée de 0,6%, et les exportations de biens et services de 0,9%. Selon l'enquête sur l'emploi de janvier, le taux de chômage atteint 9,5% (+1,2 pp par rapport à janvier 2024, +1,9 pp par rapport à janvier 2023). Elina Pylkkänen, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'économie, qualifie de « dépression » la situation économique, caractérisée par « un niveau important de potentiel productif inutilisé ».

Hausse du déficit commercial en 2024, selon des données préliminaires.

Les douanes finlandaises ont enregistré 72 Md€ d'exportations (-5,4%) et 74 Md€ d'importations (-3,3%) en 2024. Le déficit commercial atteindrait 2,1Md€, contre 490 M€ en 2023. Les exportations reculent particulièrement pour les machines et appareils (23Md€ ; -9%), le fer et l'acier (7 Md€ ; -11%) et les produits pétroliers (5 Md€ ; -25%). Les Etats-Unis ne sont plus le premier débouché de la Finlande (-18% d'exportations), dépassés par la Suède et l'Allemagne, principaux partenaires commerciaux (respectivement 11% et 13% des échanges). La France demeure le 9^{ème} partenaire commercial (2% des échanges).

Consultation sur un projet de loi facilitant les licenciements.

Le projet rendrait les licenciements possibles sur la base d'un motif « valable », et non plus « valable et sérieux ». Il deviendrait possible de licencier un salarié, par exemple, en cas de « violations mineures répétées » de ses obligations, ou de « sous-performance permanente ». La consultation est ouverte du 24 février au 7 avril. La présentation du projet au Parlement est prévue en juin, et l'entrée en

vigueur en janvier 2026. Les fédérations syndicales s'opposent au projet.

Plusieurs accords collectifs dans l'industrie.

Fin février, les syndicats de l'industrie (*Teollisuusliitto*) et des transports (AKT) sont parvenus à des accords salariaux avec les organisations patronales des industries technologiques, chimiques et du transport routier. Les accords prévoient une hausse des salaires de 7,8% en trois ans (contre 10% initialement demandés). *Teollisuusliitto* a annulé les grèves annoncées pour la semaine du 3 mars dans les secteurs technologiques et chimiques.

Rapport du groupe de travail sur la croissance.

Le groupe d'experts nommé en septembre 2024 par le Premier ministre a rendu public le 28 février ses recommandations pour la croissance à long terme. Ces 41 recommandations ont trait au capital humain, à l'environnement opérationnel des entreprises en croissance, au marché de l'énergie et à la transition verte, et à l'industrie de la défense. Le rapport propose notamment l'augmentation des subventions aux investissements verts et du crédit d'impôt pour la recherche, l'abaissement de la taxe sur la transmission des entreprises, et la hausse des investissements publics dans les sociétés non-cotées. Le gouvernement pourrait reprendre certaines mesures à l'occasion de son bilan de mi-mandat, fin avril.

Le cours de l'action de Neste atteint son point le plus bas depuis 2015.

La compagnie pétrolière, détenue à 44,2% par l'Etat finlandais, a vu le cours de son action chuter de 62€ en janvier 2021 à moins de 9€ en février 2025, soit plus de 85% en quatre ans. Le 3 mars, l'Etat a voté contre la proposition de rémunération du PDG Heikki Malinen, jugée déraisonnable. Le même jour, l'agence de notation Moody's a révisé les perspectives de Neste de stables à négatives.

Islande

La croissance économique annuelle évaluée à 0,5% pour l'année 2024.

D'après les données de *Statistics Iceland*, le produit intérieur brut nominal de l'Islande était de 4 616 Md ISK en 2024 (soit 31,5 Md€). Les performances de l'économie ont été meilleures sur la fin de l'année, avec 2,1% de croissance au quatrième trimestre. L'augmentation du PIB repose principalement sur une hausse des investissements et de la consommation, tandis que la contribution des variations de stocks et de la balance commerciale présente un bilan en demi-teinte. La publication de ces chiffres par l'Institut islandais des statistiques s'accompagne d'une réévaluation des performances de l'économie nationale sur les précédentes années: la croissance islandaise pour 2023 est désormais estimée à 5,6%, contre 5,0% selon les précédents chiffres publiés par l'Institut.

L'inflation sur douze mois continue à refluer.

L'inflation annuelle islandaise enregistre une baisse de 0,4 point de pourcentage et s'établit à 4,2% pour le mois de février 2025, son niveau le plus bas depuis février 2021. Hors logement, l'inflation est estimée à 2,7%. L'Indice des prix à la consommation augmente de 0,9 pp d'un mois sur l'autre, reflétant une augmentation de 1,1% du prix des produits alimentaires et de 5,6% des biens d'ameublement et des équipements ménagers.

Finalisation de l'achat de TM par Landsbankinn.

Après approbation de l'opération par l'Autorité islandaise de la concurrence, Landsbankinn a annoncé la finalisation de l'opération d'achat de la société d'Assurance TM, précédemment détenue par Kvik Bank. Le prix final de l'opération est de 32,3 Md ISK (220,5 M€), soit 3,7 Md ISK (25 M€) de plus que le prix initialement annoncé pour cette transaction.

Íslandsbanki refuse de fusionner avec Arion Banki.

Le conseil d'administration d'Íslandsbanki a décliné la proposition d'Arion Banki d'entamer des négociations en vue d'une fusion entre les deux établissements bancaires. Le caractère improbable de l'obtention d'un accord de l'Autorité islandaise de la concurrence pour la

fusion de deux des trois banques d'importance systémique en Islande est une des raisons motivant ce refus.

Le secteur bancaire sert à l'Etat islandais et aux fonds de pension un revenu équivalent à 15% des recettes fiscales nationales.

Selon une publication de *Finance Iceland*, un organisme représentant le secteur islandais de la finance, les quatre banques commerciales islandaises (*Íslandsbanki*, *Landsbankinn*, *Arion Banki* et *Kvika Bank*) auraient versé un total de 110 Md ISK (750,9 M€) à l'Etat et aux fonds de pension islandais au titre de l'année 2024. Cette somme totalise l'ensemble des transferts effectués aux entités concernées, qu'il s'agisse de dividendes ou d'obligations fiscales, et équivaut à 15% de l'ensemble des recettes fiscales islandaises.

Hausse de 10 Md ISK (68 M€) des dividendes versés à l'Etat islandais par les entreprises publiques.

Le ministre des finances et de l'économie islandais, Daði Már Kristófersson, a annoncé le 25 février que les dividendes versés cette année par les grandes entreprises publiques seraient plus élevés qu'anticipé dans le budget adopté en novembre 2024. Initialement estimés à 46 Md ISK (314 M€), ces revenus devraient faire l'objet d'une hausse de l'ordre de 10 Md ISK (soit 68 M€).

Le taux de chômage atteint 4,8% au mois de janvier 2024.

Avec 11 300 chômeurs recensés en janvier 2024, le taux de chômage islandais enregistre une augmentation de 0,8 point de pourcentage d'une année sur l'autre.

Les enseignants obtiennent une augmentation de 24% de leurs salaires.

Après de longues négociations salariales, les enseignants islandais ont obtenu une revalorisation de 24% de leur rémunération, selon un accord valable jusqu'en 2028. La nouvelle a suscité des réactions partagées, notamment du fait des incertitudes liées au financement de la mesure.

Norvège

Légère augmentation du chômage. Selon la dernière enquête du SSB (bureau central des statistiques) sur le marché du travail, le taux de chômage en janvier s'est établi à 3,9%, soit une hausse de 0,2 point par rapport à décembre 2024. Au total, 117 000 personnes seraient ainsi en recherche d'emploi en Norvège.

Le gouvernement se veut rassurant sur les risques économiques liés aux droits de douane américains. Face à la menace du Président des Etats-Unis d'imposer des droits de douane à l'Union européenne, le Premier ministre norvégien, Jonas Gahr Støre, a assuré le 5 mars aux entreprises du pays que la Maison-Blanche n'envisageait pas d'inclure la Norvège dans ses mesures. Il a toutefois reconnu que, bien que la Norvège ne soit pas directement concernée, ces droits de douane pourraient avoir des répercussions indirectes sur les consommateurs et les entreprises norvégiennes en raison de leur impact potentiel sur la croissance de l'Union européenne (68% des exportations norvégiennes). En 2024, les Etats-Unis représentaient 3,4% des exportations norvégiennes et 7,8% de ses importations.

Les Norvégiens moins opposés à l'intégration de leur pays à l'UE.

Deux sondages menés par *Opinion* en février et mars 2025 confirment l'opposition des Norvégiens à intégrer l'UE, mais indiquent également une tendance croissante en faveur de l'adhésion. L'opposition s'élève à 49% (-7 points depuis août 2024), contre 40% des Norvégiens se disant désormais en faveur d'une adhésion. D'après le premier sondage, l'Espace économique européen demeure plébiscité par les Norvégiens (61% d'opinion favorable, 23% d'opposition et 16% sans opinion).

La Norvège adopte les sanctions européennes contre la Russie. La Norvège a adopté les 15^{ème} et 16^{ème} paquets de sanctions de l'Union européenne contre la Russie. Ces mesures ciblent la flotte fantôme russe pour le transport du pétrole et du gaz naturel. Elles concernent également les secteurs de la finance, de l'énergie, du commerce et des transports. En outre, 83 personnes et entités qui soutiennent le complexe militaro-industriel

russe ont été ajoutées à la liste des sanctions européennes.

Augmentation de la présence de navires norvégiens en Russie. Le port de Mourmansk enregistre une forte croissance de fréquentation, notamment en raison des navires frigorifiques norvégiens qui continuent de commercer avec la Russie. « *Le commerce du poisson avec la Russie est autorisé, comme l'ont décidé les autorités norvégiennes et européennes* », rappelle Tormod Fossmark, PDG de *SilverSea*, l'armateur norvégien propriétaire de cette flotte de navires. Le port de Mourmansk a traité 278 200 tonnes de poissons en 2024, le plus grand volume annuel depuis 2010.

Accord d'intention entre deux industriels britannique et norvégien. L'industriel britannique *BAE Systems* et les chantiers navals norvégiens *Hamek* ont signé le 24 février 2025 un accord d'intention, par lequel *BAE Systems* annonce son intention d'investir dans les cales sèches et infrastructures de *Hamek*. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la compétition pour le contrat de renouvellement des six frégates norvégiennes, qui oppose la France (*Naval Group*), le Royaume-Uni (*BAE Systems*), les Etats-Unis et l'Allemagne. La clôture de l'appel d'offre est attendu pour 2025.

Transport maritime vert : la Norvège associée au projet européen STEESMAT. Le cluster *Maritime CleanTech* regroupant 150 acteurs norvégiens du secteur s'est associé avec 12 partenaires européens (4 sont allemands, 3 norvégiens, 3 finlandais, 1 français et 1 tchèque) pour mener des recherches sur la décarbonation du transport maritime. Ensemble, ils ont obtenu une subvention de 7,5 M€ de l'UE dans le cadre de leur projet STEESMAT. Ils espèrent pouvoir commercialiser leurs nouvelles technologies de propulsion décarbonée d'ici 2029.

Développement du haut débit en Norvège. Le ministère du numérique et de l'administration publique a annoncé allouer 35,5 M€ au développement du réseau haut débit norvégien. La stratégie de numérisation du gouvernement prévoit un accès à un haut débit d'au moins 1 gigabit pour tous les ménages et entreprises du Royaume d'ici 2030.

Suède

La croissance du PIB a atteint 1% en 2024.

La croissance au T4 (+0,8%), en données corrigées des variations saisonnières et par rapport au trimestre précédent, a été plus vigoureuse que prévu par les marchés (+0,3%). Cette augmentation significative après une année peu dynamique s'explique en grande partie par la vigueur des échanges commerciaux et de la formation brute de capital fixe (investissements industriels). Sur l'ensemble de l'année 2024, le PIB a augmenté de 1% par rapport à 2023.

La parité entre l'euro et la SEK en 2024.

Selon la Banque de Suède (*Riksbanken*), le taux de change annuel moyen de l'euro a été de 11,43 SEK (11,48 SEK/€ en 2023) avec des fluctuations comprises entre 11,15 SEK et 11,77 SEK.

L'inflation repart légèrement à la hausse.

Selon l'office suédois des statistiques, l'indice des prix à la consommation à taux fixe (hors effet des taux hypothécaires), qui constitue l'indice cible de la Banque centrale suédoise, est passé de 2,2% en glissement annuel en janvier à 2,9% en février 2025, soit plus que ce qu'anticipaient les marchés (2,7%). L'indice général des prix à la consommation est, pour sa part, passé de 0,9% à 1,3% durant cette même période. La hausse des prix alimentaires et des loyers est notamment à l'origine de cette récente hausse des prix.

Contraction de 9% des échanges commerciaux franco-suédois de biens en 2024.

Les exportations suédoises (biens) vers la France sont passées de 94 Md SEK en 2023 à 85,5 Md SEK en 2024 (-9%) selon l'office suédois des statistiques. 4,1% des exportations suédoises concernent ainsi la France, 9^{ème} client du Royaume. Les importations suédoises en provenance de France reculent également de 76,4 Md SEK en 2023 à 69,2 Md SEK (-9%). La France est ainsi devenue le 11^{ème} pays fournisseur de la Suède (9^{ème} en 2023) et représente 3,5% de ses importations globales. Le déficit commercial bilatéral français avec la Suède atteint 16,3 Md SEK (1,5 Md€) en 2024.

Les finances des collectivités locales présentent un bilan en demi-teinte en 2024.

Si les 290 communes du pays ont dégagé des marges budgétaires totales de +15,7 Md SEK (1,4 Md€) en 2024, celles-ci sont moindres qu'en 2023 (+26 Md SEK soit 2,3 Md€). Les 21 régions continuent à afficher un solde budgétaire déficitaire, lequel est toutefois passé de -11,8 Md SEK (-1 Md€) en 2023 à -9,7 Md SEK (-0,85 Md€) en 2024.

Le Premier ministre suédois annonce son soutien aux propositions du paquet de défense « ReArm Europe » de la Commission européenne.

Le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, a annoncé son soutien au contenu du paquet de défense « *ReArm Europe* » présenté par la Commission européenne visant à mobiliser près de 800 Md€. M. Kristersson a indiqué son soutien global au paquet présenté, lequel inclut notamment la création d'un nouvel instrument de défense de 150 Md€ de prêts aux États membres pour les investissements dans la défense et la possibilité pour les États membres d'activer, sous conditions, la clause nationale de sauvegarde prévue dans le cadre de la révision du Pacte de stabilité et de croissance afin de renforcer leur effort de défense nationale.

Stabilisation du niveau des faillites en ce début d'année.

En janvier et février 2025, le nombre de faillites a diminué par rapport aux mois correspondants de 2024, selon *Creditsafe*. Toutefois, le niveau actuel des faillites est globalement 80% supérieur à la moyenne des dix dernières années. La baisse observée début 2025 concerne tous les secteurs, à l'exception du commerce de détail, du commerce électronique et des transports routiers, secteurs dans lesquels les faillites augmentent.

Forte participation suédoise et nordique au Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle à Paris.

23 entreprises suédoises et 40 nordiques étaient présentes à Paris, les 10 et 11 février, pour le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle organisé par le Président de la République. Parmi les entreprises suédoises figuraient notamment *Astra Zeneca*, *SEB*, *Stegra*, *Evroc*, *King*, *Klarna*, *Normain*, *Scaleout*, *Spotify*, *Vizu Health*, *ZenseAct* et *Sigma Technology*. L'organisation « *AI Sweden* » était également représentée lors de l'événement. Le Premier ministre Ulf Kristersson ainsi que Jacob Wallenberg, Président d'*Investor AB*, ont participé au dîner et au programme spécifique des Chefs d'Etat et de gouvernement. Outre l'UE et la Commission de l'Union africaine, 62 pays - dont la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande et l'Islande - ont signé la déclaration sur une intelligence artificielle inclusive et durable pour les peuples de la planète.

La dette totale de Northvolt atteint près de 8 Md€.

En janvier, les pertes du fabricant de batteries se sont élevées à 108 M€, selon des documents judiciaires américains. La dette de Northvolt (7,9 Md€) est presque deux fois supérieure à la valeur de ses actifs (4,1 Md€). Dans ce contexte, plusieurs grands investisseurs, tels que la compagnie d'assurance *Folksam* et les fonds de pension publics suédois, ont réduit à zéro la valeur de leurs participations dans la société. Le fonds de pension canadien *Omers* a également réduit la valorisation de sa participation de 316 M€.

Volvo Cars investit dans l'acier recyclé.

Le projet CiSMA (*Circular Steel for Mass Market Applications*), d'un budget de 4 M€, vise à produire de l'acier recyclé et à développer des méthodes efficaces pour

collecter et trier la ferraille transformée en acier. Electrolux et Volvo Cars participeront à des essais pilotes portant sur des composants de véhicules et d'appareils électroménagers. Ce projet bénéficie notamment du programme européen *Horizon Europe* et est coordonné par le centre technologique *Eurecat*.

Telia vend ses participations dans TV4 et MTV à Schibsted pour une valeur de 590 M€.

La société de télécommunications suédoise a cédé ses activités de télévision et de médias, comprenant *TV4* en Suède et *MTV* en Finlande, à *Schibsted Media*. La transaction devrait être finalisée d'ici le troisième trimestre 2025, sous réserve des approbations réglementaires des autorités de la concurrence et des médias. Cette vente renforce la position du groupe norvégien de médias dans la zone nordique.

ICA sort du marché balte avec la vente de Rimi Baltic.

Le groupe *Ica*, leader de la grande distribution en Suède (50% de part de marché) vend ses activités de commerce de détail *Rimi Baltic* dans les pays baltes au groupe danois *Salling* pour 14,4 Md SEK (1,3 Md€), et fait part de sa volonté de se concentrer davantage sur le marché suédois.

La dette des entreprises envers l'Etat, suite aux prêts accordés pendant la pandémie, reste élevée.

Cette dette atteint 16 Md SEK et concerne 16 000 entreprises, dont un grand nombre dans des secteurs à faibles marges (commerce de détail, hôtellerie/restauration...). Certaines des entreprises de ces secteurs, affectées par la reprise actuelle plus lente qu'anticipé, rencontrent des difficultés pour rembourser leurs prêts.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	1,5	-0,2	1,0	0,6	0	0,3	0,8
Danemark	1,5	1,8	3,6	-0,7	1,3	1,2	1,6
Finlande	1,5	-1,2	-0,2	0,4	0,1	0,3	-0,2
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,2	2	-1,8	-0,6
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	0,4	0,3	0,5	-0,4
Islande	9	5,6	0,5	-1	1,5	-1,1	2,1

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

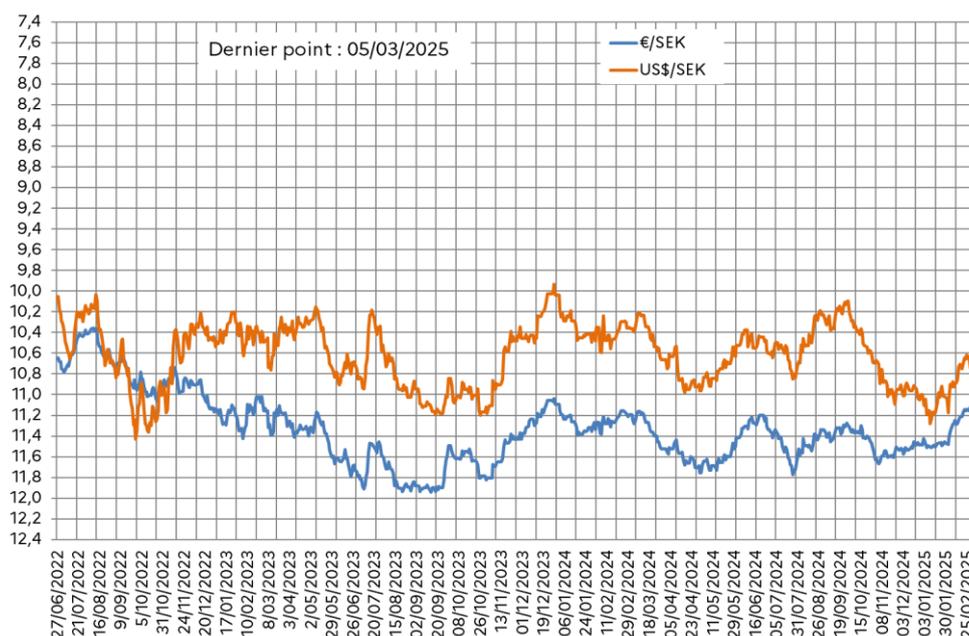
	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4	2	1,3
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6	1,3	1,7
Finlande	2,2	7,1	6,2	0,8	0,5	1	0,9
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3	2,8	2,4
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7	5,9	4,9

Sources : [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

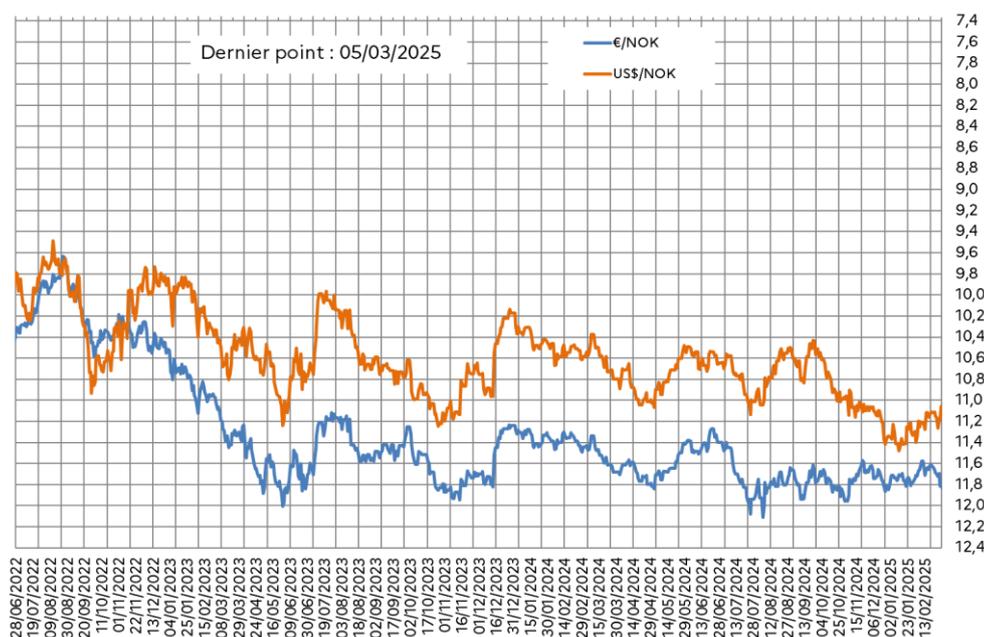
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr